

<https://ricochets.cc/Gouvernement-impose-contrôles-d-identite-partout-et-pass-vaccinale-flicage-numerique-etendu-et-vaccination-forcee.html>



Le gouvernement veut imposer des contrôles d'identité partout et un pass vaccinale - Flicage numérique toujours étendu et vaccination forcée



Publication date: mercredi 29 décembre 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici quelques infos sur les projets du gouvernement qui n'arrête pas d'accélérer son projet de pass dit "vaccinale" et d'autres mesures à tendance totalitaire, puis plus bas des articles critiques, notamment celui de "Le printemps du CARE" (collectif autonome de soignant.e.s, révoltes et entraide).

- [Projet de loi passe vaccinal : cumul test négatif et vaccin, contrôles, sanctions... Les pistes qu'envisage le gouvernement](#) - Le projet de loi sera examiné lors d'un conseil des ministres exceptionnel lundi 27 décembre, puis en commission à l'Assemblée nationale mercredi 29 décembre avant son examen dans la même semaine, et doit entrer en vigueur le 15 janvier.
- [Passe vaccinal : les contours flous d'un contrôle d'identité inédit](#) - Le projet de loi examiné en conseil des ministres lundi prévoit de « vérifier » l'identité du porteur du passe en cas de soupçon de fraude.



Le gouvernement veut des contrôles d'identité partout et pass vaccinale - Flicage encore étendu et vaccination forcée Des mesures autoritaires pondues dans le secret par une minorité, ça s'appelle comment ?

- [Les restaurateurs pourront effectuer des contrôles d'identité « en cas de doute avéré »](#)
Interrogé par des journalistes au sujet du contrôle des passes sanitaires dans les établissements recevant du public (ERP), Jean Castex a fait savoir que le texte adopté au conseil des ministres permettrait aux « exploitants d'ERP (...) en cas de doute avéré, de vérifier eux-mêmes les identités ».
Et d'ajouter : « Je sais que c'est un sujet difficile. (...) Nous allons surtout mobiliser les forces de sécurité intérieure, mais [je vous confirme que] le texte de loi fera effectivement une avancée en ce sens [en donnant ce pouvoir aux exploitants des ERP]. Attendons de voir ce que donneront les débats parlementaires. »
(...)
Cela signifie que dans les lieux où ce passe s'applique depuis plusieurs mois (les restaurants, les bars, les musées, les théâtres, les médiathèques, les séminaires et salons, les enceintes sportives, les salles de sport et de spectacle), il faudra justifier d'être vacciné pour pouvoir entrer. La production d'un test ne suffira plus.
Cette nouvelle règle, si elle est votée par le Parlement, s'appliquera à compter du 15 janvier prochain.
(...)
Un passe renforcé exigeant un schéma vaccinal à jour couplé à un test négatif pourrait être exigé dans des lieux à définir.

- [Covid : a-t-on eu raison de tout miser sur les vaccins ?](#) - Le gouvernement semble pressé de faire adopter son projet de loi sur le pass vaccinal afin de mieux résister à la 5e vague. Pourtant, l'OMS a annoncé que la pandémie ne pourrait pas être éradiquée « à coups de doses de rappel », la stratégie suivie est-elle la bonne ?



Le gouvernement veut des contrôles d'identité partout et pass vaccinale - Flicage encore étendu et vaccination forcée Des soignant.e.s proposent d'autres voies que l'accentuation du régime policier autoritaire

.. Analyse politique de la gestion sanitaire du gouvernement Macron.

Par les soignants.es du collectif Le Printemps du CARE

Le pass sanitaire a eu un impact notable pour forcer les indécis-es à se faire vacciner cet été, mais au prix d'une coercition qui n'a pas fini de faire des dégâts et qui a isolé encore plus une partie de la population, dont le déni parfois délirant trouve dans cette mesure autoritaire de quoi se nourrir. **On reconnaît bien l'autoritarisme violent et désormais habituel de celui qui occupe encore la fonction de président.**

Et dans cette logique de punition/récompense, le pass a été « vendu » comme un moyen de retour à la vie sans masques. C'était un mensonge, et il a dangereusement favorisé la diffusion du variant delta, mettant en danger la population et l'hôpital public.

Sans pass mais avec une communication claire depuis le début de la pandémie

Qu'aurait-il fallu faire ?

Sans pass mais avec une communication claire depuis le début de la pandémie, afin de susciter une adhésion éclairée d'une grande partie de la population, les choses se seraient peut-être déroulées différemment.

Nous sommes passé-e-s d'un discours sur l'inutilité de porter le masque à la verbalisation pour non-port du masque, parfois dans un lieu totalement incongru, comme une forêt ou une plage : c'est dire le niveau subtil de communication du gouvernement...

L'aérosolisation du virus n'a pas été expliquée à la population, le gouvernement ne tenant pas compte des alertes et du travail mené par de nombreux professionnel-le-s et collectifs depuis l'été 2020. Les directives de prévention commencent seulement à arriver...

Le mythe de l'enfant non-contaminable et non-contaminant persiste dans le discours du gouvernement (#BlanquerMent) et, par conséquent, dans l'esprit d'une partie de la population.

Cela conduit à majorer la circulation du virus et l'atteinte des enfants. Ne pas avancer les vacances de fin d'année alors que plus de 50.000 cas positifs sont détectés quotidiennement constitue une négligence et un défaut de protection supplémentaires.

Pour Macron et son gouvernement, ce qui compte c'est de « sauver Noël » c'est-à-dire l'économie, tant pis pour la population et l'hôpital public...

Au début de la pandémie, on a beaucoup parlé de l'isolement comme mesure de précaution pour casser les chaînes de transmission.

Or le gouvernement a cru qu'il pouvait décider par décret que le fait d'être vacciné-e suffisait à en être exempté-e.

Le virus lui a rappelé que non : lorsqu'on est cas contact et à fortiori malade, on doit pouvoir s'isoler, vacciné-e ou non, et dans de bonnes conditions (arrêt de travail facilité, prise en charge financière, logement).

Sur le plan mondial, la levée des brevets est une mesure éthique indispensable pour que les populations des pays du Sud puissent avoir accès aux vaccins et traitements. Cela permettra également de limiter la circulation globale du virus et l'émergence de variants plus contagieux.

20% des lits sont fermés dans les hôpitaux, faute de soignant-e-s pour les faire tourner

Aujourd'hui, 20% des lits sont fermés dans les hôpitaux, faute de soignant-e-s pour les faire tourner. Or, il y a 150 à 180 000 infirmier-e-s qui ne travaillent plus actuellement en France.

Nous pensons que c'est ce système, qui n'est pas là pour faire des soins, mais pour faire des actes, rentables, qui a essoré leur éthique du care. Agir sans penser, matraquer les soignant-e-s jusque dans les hôpitaux, surveiller et punir quoi qu'il en coûte, telle est la doctrine de l'Etat. Il est urgent de revoir les organisations du travail en excluant toute logique financière et en favorisant la coopération et la prise d'autonomie des professionnel-le-s (comme cela s'est passé durant le premier confinement).

Nous attendons un renversement de situation, où cette éthique de la sollicitude passerait une bonne fois pour toutes devant toute autre considération, économique en particulier.

Nous exigeons l'abandon immédiat et sans condition du pass sanitaire

En attendant ce jour, qui va venir c'est certain, **nous exigeons l'abandon immédiat et sans condition du pass sanitaire.**

Il peut donner l'illusion d'être pleinement protégé-e-s alors que la vaccination seule ne suffit pas.

Il stigmatise et est privé de liberté, banalisant le contrôle des citoyen-ne-s les un-e-s par les autres.

Et il est le symbole d'une approche autoritaire injuste et inefficace.

Il majore la défiance des personnes qui craignent la vaccination et risque d'avoir des conséquences à long terme sur la santé sur cette partie de la population. Le discours politico-médiatique s'est placé du côté de la morale au détriment de la cohérence sanitaire. Il divise profondément la société.

De même, **il nous paraît impératif que le gouvernement rende à nouveau les tests accessibles, et que l'Éducation Nationale profite des vacances pour réfléchir à des systèmes d'aération performants pour protéger les enfants et enseignant-e-s de la sixième vague Omicron qui a déjà démarré.**

Vouloir transformer le pass sanitaire en pass vaccinal et l'étendre à tous les emplois n'est qu'une course en avant libérale. Quel coût social aurait une nouvelle augmentation de la taille de la matraque sur une société

déjà tellement clivée ?

Nous sommes toutes et tous épuisé-e-s par ces 2 années de pandémie, nous aimerions un peu de calme au lieu de cette agitation pré-électorale tellement vaine. Nous aimerions ne pas assister à ces pitreries pathétiques.

Nous souhaiterions plutôt mettre en avant les gens qui travaillent, collectivement, partout, pour avancer dans la complexité de cette situation inédite.

Nous ne savons pas combien de temps durera cette pandémie, peut-être encore quelques années.

Ce n'est peut-être pas seulement une mauvaise nouvelle.

C'est peut-être aussi le temps qu'il va nous falloir pour vraiment changer le monde.

Le Printemps du CARE.

<https://leprintempsducare.org/>

voir aussi :

- [100 BALLEES POUR L'HOPITAL \(enfin pas pour tout le monde\)](#) - Filer une prime uniquement au personnel des services de soins critiques, c'est encore nier que les problèmes actuels ne sont pas uniquement dus à l'arrivée du Covid mais surtout à plusieurs décennies de mesures destructives de l'hôpital et du système de soin dans sa globalité. (...)
%Résumer le soutien matériel à quelques sous distribués aux méritant.e.s, c'est être complètement aveugle aux besoins de l'hôpital ou faire preuve d'un grand cynisme, c'est filer un billet à quelqu'un qui se noie. (...)
- [Le Comité Scientifique Invisible du CARE fait un point sur la situation sanitaire.](#)



Le gouvernement veut des contrôles d'identité partout et pass vaccinale - Flicage encore étendu et vaccination forcée Un pass « vaccinal », un pass policier à l'image de l'Etat et du capitalisme

PASS VACCINAL / PASS POLICIER : EN MARCHÉ VERS LE TOTALITARISME

"Nous y sommes. En pleine période de fêtes, le gouvernement accélère pour imposer à toute vitesse son « Pass vaccinal ». Le projet sera examiné à l'Assemblée dès mercredi 29 décembre, pour être voté par les

députés aux ordres dans quelques jours. Les mots ont un sens : il ne s'agit ni d'un « pass sanitaire », puisqu'il ne protège personne, ni d'un « pass vaccinal » : c'est un pass policier, un pass numérique, un pass totalitaire. Éléments d'analyse.

; La période ressemble à une expérience géante de psychologie sociale. Les gouvernants semblent tester jusqu'où ils peuvent aller. Jusqu'à quel niveau d'absurdité et d'autoritarisme sans provoquer de réaction de masse. Le mensonge est érigé en régime politique. Et par étapes, car personne n'aurait accepté de telles mesures il y a encore quelques mois. **Après avoir assuré que le port du masque « ne servait à rien », après nous avoir imposé confinements et couvre-feu, après avoir juré qu'il n'y aurait ni vaccination obligatoire, ni pass sanitaire, le gouvernement imposait en plein été un pass qui ne devait durer que quelques semaines. À présent il veut durcir le contrôle numérique de la population, tout en continuant de détruire l'hôpital public.**

« Les restaurateurs pourront effectuer des contrôles d'identité », mais aussi les vigiles, les gérants de bars, et ensuite ?

; **C'est une marche forcée vers une société de contrôle total. « Les restaurateurs pourront effectuer des contrôles d'identité », mais aussi les vigiles, les gérants de bars, et ensuite ?** On envisage même de scanner les usagers des transports en commun. **Que la police puisse contrôler n'importe qui, n'importe quand, est déjà un problème en soi, mais ce pouvoir extraordinaire réservé aux « officiers de police judiciaire » sera donc élargi à l'infini. Ce « pass vaccinal » entérine une société de contrôle généralisé, où une partie de la population se transforme en policiers, en délateurs, en surveillants. Tout cela vient compléter la « loi de sécurité globale », les drones, les lois anti-terroristes... Maintenant que les dispositifs de contrôle rentrent dans la sphère intime et dans les corps mêmes, il n'est plus exagéré de parler de totalitarisme doux.**

; Tout le monde le sait désormais, le vaccin n'empêche pas la propagation du Covid et de ses variants. Pour justifier les restrictions de liberté, la médiatique médecin Karine Lacombe affirmait pourtant il y a un an : « il suffit que la couverture vaccinale atteigne 50 à 60% pour que l'intégralité de la population soit immunisée ». Le pass sanitaire reposait sur un mensonge, le vaccin protège les personnes fragiles mais il ne fera pas disparaître la pandémie. Le PDG de BioNTech, qui travaille sur les vaccins Pfizer, explique au journal Le Monde « nous devons être conscients que même les triple-vaccinés sont susceptibles de transmettre la maladie » ou encore « il est évident que nous sommes loin des 95% » d'efficacité. Le même admet « une baisse très rapide de l'efficacité, même après trois doses. Après trois mois, celle-ci retombait à 25% ». L'OMS explique que « la vaccination des enfants devrait faire l'objet d'une discussion et être envisagée à l'échelle nationale, dans le cadre de mesures de protection des écoles » et son représentant demande de ne « pas imposer la vaccination sans avoir d'abord pris contact avec les communautés concernées », estimant que « l'obligation vaccinale est vraiment une mesure de dernier recours ». **Alors quel est l'horizon ? Une vaccination tous les deux ou trois mois, sous peine de se voir retirer brutalement, numériquement, de nombreuses libertés fondamentales ?**

; Si la mesure est votée, un « Pass vaccinal » sera obligatoire dès 12 ans. Est-ce que tout le monde se rend bien compte de ce qu'est une société qui se méfie des enfants ? Que des adolescents vont grandir en se faisant scanner pour des activités du quotidien ? Que des mineurs ne pourront plus accéder à des activités normales s'ils ne reçoivent pas au moins trois vaccins ?

; Nous subissons une accélération vers l'inacceptable. Le Conseil d'État s'en rend bien compte, et fait même mine de s'inquiéter : selon l'institution, « interdire l'accès aux bus, trains et avions aura pour conséquence de porter une atteinte substantielle à leur liberté d'aller et venir et à leur droit au respect de la vie privée et familiale ». Le même Conseil donne son feu vert pour les « activités de loisirs, séminaires et salons professionnels ». Le gouvernement opte pour une stratégie de chaos, de sécession vis à vis d'une partie de la population, pour masquer son bilan catastrophique. **Aujourd'hui, ce sont celles et ceux qui n'ont pas trois doses, et demain ? Tout est déjà en**

place, il suffit d'un clic, d'un algorithme ou d'un décret pour étendre ces mesures.

ï Alors que le principe même de la politique - l'organisation de la Cité - se fonde sur le doute, le scepticisme et l'esprit critique, **il est devenu impossible de poser une question. Pas de nier ni de contester, non : interroger le Pass sanitaire ou le confinement vous classe déjà comme « complotiste », comme un ennemi.** Comme si obéir aux décisions irrationnelles et contradictoires de dirigeants qui mentent en permanence était un gage de raison et de bon sens.

ï Où sont les contre-pouvoirs ? **Comme à chaque moment décisif, la gauche est du côté de l'ordre et de la trahison. Les députés socialistes comptent voter le « pass vaccinal » et même exiger le contrôle de l'identité des salariés.** La « gauche radicale » abandonne le terrain à l'extrême droite. Au nom d'une prétendue « pureté », elle a déjà dénoncé les Gilets Jaunes, puis les manifestations pour les libertés l'été dernier. Certains réclament même des mesures encore plus autoritaires. La logique se fonde ici sur un principe binaire : « si mon ennemi s'oppose à un projet quel qu'il soit, alors toute mobilisation contre ce projet sont ennemies », sans même se demander si la cause initiale est juste. À ce rythme, l'idée même de révolte sera bientôt laissée aux fascistes, puisque certains fascistes se prétendent révoltés. Pendant ce temps, c'est l'opportuniste d'extrême droite Philippot qui appelle à une mobilisation le 8 janvier qui risque d'être massive.

Que faire ? Sortir de la léthargie et de la sidération et retrouver la raison. Un mouvement révolutionnaire peut-il rester impassible face à l'avancée d'une société de contrôle total, de police omniprésente, de traçage numérique et d'état d'urgence infini ?

À Trieste, en Italie, les dockers soutenus par la population ont bloqué le port contre les mesures du gouvernement italien. Dans les Antilles, la paralysie de l'économie a fait reculer temporairement le gouvernement français. Relevons la tête."

"Le vieux fascisme si actuel et puissant qu'il soit dans beaucoup de pays, n'est pas le nouveau problème actuel. On nous prépare d'autres fascismes. Tout un néo-fascisme s'installe par rapport auquel l'ancien fascisme fait figure de folklore [...]. Au lieu d'être une politique et une économie de guerre, le néo-fascisme est une entente mondiale pour la sécurité, pour la gestion d'une « paix » non moins terrible, avec organisation concertée de toutes les petites peurs, de toutes les petites angoisses qui font de nous autant de microfascistes, chargés d'étouffer chaque chose, chaque visage, chaque parole un peu forte, dans sa rue, son quartier, sa salle de cinéma."

Gilles Deleuze, février 1977

(posts Nantes Révoltée)